Mondialisation.ca
Centre de recherche sur la mondialisation

Les manifestations de Hong Kong : Les raisons profondes de ce mouvement pour la « démocratie »

Par Sara Flounders
Mondialisation.ca, 23 octobre 2014
workers.org

Région : Asie
Thème: Droits humains et État policier, Pauvreté et inégalités sociales

Image : L'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) intervient dans le monde entier

Les manifestations qui secouent Hong Kong, en Chine, dans le but d'obtenir des réformes du code électoral pour les élections de 2017, sont devenues un sujet international et une source de confusion politique.

Ces manifestations, dénommées *Occupy central*, ont reçu une couverture médiatique large et favorable de la part des États-Unis. Tous les reportages décrivent avec grand enthousiasme l'occupation du quartier d'affaires de Hong-Kong comme des manifestations pour la *démocratie*. Les manifestations, qui ont débuté le 22 septembre, ont pris de l'ampleur après que la police de Hong Kong a utilisé des gaz lacrymogènes pour rouvrir les routes et les accès aux bâtiments gouvernementaux.

Si l'on veut évaluer un nouveau mouvement politique, il est important de comprendre quelles forces politiques le soutiennent, quelles sont ses revendications, qui il attire et l'origine sociale de ceux qui le créent.

Les gouvernements américain et britannique ont fait des déclarations en faveur de ces manifestations. Le Secrétaire d'État John Kerry a demandé au ministre des Affaires étrangères chinois Wang Yi de respecter les demandes des manifestants. Wang a répondu en appelant au respect de la souveraineté chinoise. La Grande-Bretagne, qui a volé Hong Kong à la Chine en 1842 et en a fait une colonie pendant 155 ans, dirigée par un gouvernement directement désigné par Londres, soutient l'appel à la *démocratie* à Hong Kong. Le Vice-Premier ministre Nick Clegg a même convoqué l'ambassadeur de Chine pour lui transmettre les inquiétudes du gouvernement britannique.

Pour le moment, les impérialistes ne vont pas jusqu'à espérer renverser la place centrale du parti communiste chinois dans son rôle gouvernemental. Mais le mouvement *Occupy Central* de Hong Kong est un bélier politique, dont le but est d'affaiblir le rôle de l'État dans l'économie chinoise.

Les impérialistes espèrent rallier les éléments bourgeois et encourager la classe capitaliste, en plein développement en Chine, à devenir plus agressive et à demander le remplacement des normes socialistes établies en 1949, après la révolution communiste, en particulier le

rôle directeur du Parti communiste dans cet État fort et souverain.

La répression policière : le Mexique, l'Italie et les Philippines

Au Mexique, des dizaines de milliers d'étudiants ont manifesté contre les changements dans les programmes scolaires et l'augmentation des coûts universitaires. On a compté plus de 50.000 manifestants pour la 3èmemanifestation de Mexico. À l'ouest du Mexique, 57 étudiants d'une école de professeurs ont en effet disparu sans laisser de traces, après que des tireurs embusqués ont tiré sur la manifestation à laquelle ils participaient, tuant 3 étudiants et en blessant 3 autres. Un officiel de Guerrero a déclaré que des témoins avaient identifié les tireurs comme des officiers de la police locale. [1] Des fosses communes ont été découvertes dans cette région, qui est soumise à la terreur par la police et les gangs.

Le 2 octobre, à Naples, en Italie, la police nationale a attaqué des manifestants protestant contre la politique d'austérité, à l'occasion d'une réunion de la Banque centrale européenne. Les flics ont utilisé des lacrymogènes et des canons à eau contre les milliers de manifestants.

À Manille, des milliers de manifestants courageux se sont opposés à la signature d'un accord avec les États-Unis, qui prévoit d'augmenter la présence *illégale* de troupes et matériel militaires américains aux Philippines et ont manifesté pendant la visite du président Obama, en avril dernier. Ils ont été reçus par des canons à eau, des gaz lacrymogènes et de nombreux manifestants ont été emprisonnés.

Est-ce qu'un officiel de la Maison Blanche a rencontré un collègue mexicain pour lui exprimer son inquiétude pour le meurtre et la disparition des étudiants ? Est-ce qu'un officiel britannique a convoqué son homologue italien pour lui transmettre son émoi à cause des lacrymogènes et autres canons à eau ? Sur quoi la presse mondiale portait-elle son attention pendant les attaques contre la jeunesse philippine ? A-t-on assisté à un déchaînement médiatique ?

Alors pourquoi est-ce si différent quand il s'agit du mouvement *Occupy Central* de Hong Kong ?

L'utilisation de gaz lacrymogènes par la police de Hong Kong est dénoncée par les mêmes officiels qui se taisent, alors que la police militaire américaine utilise, non seulement des gaz lacrymogènes, mais aussi des tanks, des véhicules blindés, des munitions réelles, des tasers, des balles en caoutchouc, des fusils assourdissants, des chiens et des drones dans son travail quotidien.

Entendre des officiels américains dénoncer des restrictions concernant les candidats aux élections à Hong Kong est assez offensant pour quiconque est au courant des pratiques électorales américaines actuelles. Il faut des millions de dollars pour mener campagne ici. Les candidats doivent franchir les obstacles dressés par les puissances économiques et les deux partis politiques pro impérialistes en place. Des mesures électorales restrictives sont établies dans chaque État et chaque ville.

Les révolutions colorées

Les officiels et reportages chinois qualifient les actions d'*Occupy Central* de *révolutions colorées* financées par les USA, et les comparent aux soulèvements qu'ont connus l'Ukraine et d'autres anciennes républiques soviétiques.

Plusieurs commentateurs ont *souligné* le rôle important de la Fondation nationale pour la démocratie (National Endowment for Democracy, alias NED) et de l'Institut national démocratique pour les affaires internationales (Democratic National Institute, alias DNI), ainsi que le financement du mouvement de protestation à Hong Kong et de certains de ses dirigeants par diverses fondations d'entreprise.

Des milliers d'Organisations non gouvernementales, avec leurs nombreux employés, sont *installées* à Hong Kong. Leur but officiel est de promouvoir la démocratie. Mais leur véritable rôle consiste à déstabiliser le pays. Elles y sont autorisées depuis plusieurs décennies, alors qu'elles sont interdites dans le reste de la Chine.

Le statut spécial de Hong Kong

L'importance de Hong Kong n'est pas due à sa taille. Sa population de 7,5 millions d'habitants représente tout juste 0,5 % de la population chinoise. Mais Hong Kong est une place financière importante. Selon le Forum économique mondial de 2011, Hong Kong a déjà dépassé Londres, New York et Singapour en matière d'accessibilité financière, d'environnement commercial, bancaire et financier, de facilités institutionnelles, de services financiers non bancaires et de marchés financiers.

Hong Kong constitue la porte d'accès financière à la Chine. Elle bénéficie d'un statut administratif privilégié et garanti, propice aux banques. Elle est reconnue pour ses services financiers, ses lois, son système comptable et ses centaines de sociétés spécialisées et professionnelles. Les capitalistes installés à Hong Kong sont aujourd'hui les plus gros investisseurs financiers de Chine.

C'est également à Hong Kong que l'on trouve les plus grandes différences entre riches et pauvres. La ville est célèbre pour ses gratte-ciel et ses centres commerciaux luxueux, et pour héberger les plus riches du monde. Mais la moitié de sa population vit dans des HLM surpeuplés, qui tombent en ruine. Un cinquième de la population vit en dessous du seuil de la pauvreté.

Plus de 170 000 travailleurs pauvres vivent dans des appartements divisés en sortes de cages. Chacune de ces *cages pour chien* mesure deux mètres de long, 1 mètre de large et 1 mètre de haut [soit 2 m3, NDT], et une pièce en comporte trente. Il n'y a pas de salaire minimum.

Occupy ?

Bien qu'utilisant le nom et les techniques de rue du mouvement *Occupy Wall Street*, et empruntant à son charisme, *Occupy Central* n'a porté aucune revendication concernant les banques de Hong Kong.

En revanche, le mouvement *Occupy Wall Street* avait fait converger la colère de milliers de jeunes contre le rôle criminel des banques de Wall Street, particulièrement lorsqu'elles ont extorqué des milliards de dollars au gouvernement américain, pour sauver les plus grandes d'entre elles, tout en hypothéquant des millions de maisons appartenant aux travailleurs, et en en laissant encore des millions de personnes au chômage.

À Hong Kong, le rôle des banques est inscrit dans le marbre pour les cinquante prochaines années. Comment peut-on faire l'impasse sur cela ? Si l'on comprendre le statut spécial de l'ancienne colonie britannique à l'intérieur de la Chine, on comprend au profit de qui *Occupy*

Central opère.

Petit retour historique : le statut colonial de Hong Kong…

De 1842 à 1997, Hong Kong, quand elle n'est qu'une colonie britannique, ne connait ni élections ni aucune forme de démocratie.

Hong Kong devient une colonie à la suite d'une série de traités injustes et illégitimes, imposés par l'impérialisme britannique. Plutôt que de payer en argent métal, la Grande-Bretagne impose l'échange d'opium contre du thé, des épices, de la soie et de la porcelaine, des marchandises de valeur ramenées en Occident. La dynastie des Qing veut empêcher de laisser entrer ces importantes quantités d'opium : en 1838, elle en confisque plus de 2 millions de livres, ce qui donne une bonne raison à l'Angleterre et aux autres puissances impérialistes pour lui faire la guerre

Ainsi, au nom de la *liberté de commerce*, l'imposante flotte de guerre britannique bombarde les villes chinoises situées le long du Yang Tse (Yangzi Jiang) et de la rivière Pearl, dont les maisons et entrepôts, faits de bambous, de bois et de chaumes, prennent feu avec une grande facilité. Les forces britanniques s'emparent de l'île de Hong Kong, ainsi que de ses nombreux ports naturels situés à l'embouchure de la rivière Pearl, et en font une base navale et militaire stratégique pour leurs futures guerres contre la Chine.

Le traité de Nankin, signé en 1842, contraint la Chine à payer de lourdes indemnités et à donner aux Britanniques, ainsi qu'autres nationalités étrangères, une position privilégiée d'extraterritorialité en Chine, à céder des franchises portuaires et le territoire correspondant à l'île de Hong Kong. Les ségrégations raciales envers les Chinois sont alors une pratique courante à Hong Kong, et dans les autres concessions étrangères.

Durant la seconde guerre de l'opium, quinze ans plus tard, les impérialistes anglais, français, américains, japonais et russes imposent d'autres revendications, à l'aide de bateaux de guerre et de milliers de militaires. La Chine est forcée de céder d'autres territoires, et d'ouvrir d'autres villes. Un bail de 99 ans pour les îles entourant Hong Kong, rebaptisées les *Nouveaux territoires*, est signé en 1898. La Chine connait alors une période noire de famines et de guerres civiles menées par des chefs de guerres, ce qui condamne sa population à la pauvreté et au sous-développement.

… la révolution de 1949

La révolution chinoise, qui culmine en 1949 sous la direction révolutionnaire de Mao Zedong et du Parti communiste chinois, en termine avec les traités injustes et le racisme envers les Chinois dans leur propre pays, et commence à réorganiser l'économie chinoise sur une base socialiste. Mais Hong Kong reste aux mains des impérialistes anglais, Macao dans celles des colonialistes portugais et l'île de Taiwan fait sécession (le régime réactionnaire du Kuo-Min-Tang, dirigé par le dictateur Tchang-kai Chek, ne survivant que grâce au protectorat américain). Les pays impérialistes occidentaux et le Japon refusent toute aide technologique et industrielle au peuple chinois, pauvre et sous-développé.

Dans les années 1980, la Chine socialiste commence à s'ouvrir de manière exponentielle à l'investissement capitaliste occidental. Le marché capitaliste et l'influence de la propriété privée érodent sérieusement l'esprit socialiste. Mais l'importance centrale du Parti communiste dans la politique et les décisions économiques n'est pas abolie.

De la même manière que les impérialistes, il y a 100 à 200 ans, essayèrent de saboter toute restriction apportée à leur domination économique, aujourd'hui Wall Street continue à comploter pour reconquérir un accès sans contrainte à tous les marchés chinois.

HKSAR : Une région chinoise avec un statut administratif spécial

Le bail britannique concernant Hong Kong devant prendre fin en 1997, un accord est signé en 1984 entre la Chine et la Grande Bretagne sur le futur statut administratif de Hong Kong. Il est appelé le *Hong Kong basic law* [2].

Afin d'éviter l'instabilité et l'arrêt du flux d'investissements étrangers en Chine passant par Hong Kong, le gouvernement chinois, tout en insistant pour réintégrer la ville sous souveraineté chinoise, accepte de garantir le système capitaliste pour les cinquante prochaines années, par un accord appelé *Un pays, deux systèmes* [3], une idée proposée par le secrétaire général du Parti communiste, Deng Xiaoping, en 1997.

Hong Kong devient alors une région sous statut administratif spécial de la République populaire de Chine (HKSAR). Selon cet accord avec les Britanniques, la HKSAR conserve son statut de place financière internationale et la libre circulation des capitaux, le dollar de Hong Kong restant une monnaie librement convertible au taux fixé par les marchés.

Les droits de propriété, les contrats, les actions d'entreprises, les droits d'héritage et l'investissement étranger sont tous garantis. L'accord stipule que le système capitaliste de Hong Kong et son *style de vie*resteront inchangés jusqu'en 2047. Le réseau d'écoles privées, d'universités et de médias dominants ne change pas de mains. La loi fondamentale (*basic law*) de Hong Kong établit que le système et la politique socialistes ne s'appliqueront pas à la HKSAR.

Les banquiers, financiers et industriels de Hong Kong ont leur autonomie assurée, sauf en ce qui concerne les affaires étrangères et militaires, où la République populaire de Chine garde un total pouvoir de décision. C'est ce contrôle minimal qu'*Occupy Central* cherche maintenant à remettre en question, en demandant la démission du gouverneur Cy Leung.

Un antique système judiciaire, encore basé sur le droit commun (*Common law*) [4] britannique, étaye les lois défendant un strict système de propriété. Les Cours de justice concernant les petits délits, le travail, les mineurs, et les cours d'appel appliquent toutes de vieilles lois capitalistes, et non celles qui régissent le reste de la population chinoise, soit 99,5 % de la population.

Les juges de Hong Kong portent toujours les habits style *vieille Angleterre*, avec perruques en crin de cheval, gants blancs, ceintures et robes pourpres spéciales pour les cérémonies.

La garantie pour cinquante ans d'un capitalisme sans restriction provoque un écart de richesse extrême entre les plus pauvres et les plus riches, qui vivent côte à côte.

Des ONG financées par les États-Unis

Après la signature par les Britanniques de l'accord de 1984, la classe dirigeante de Hong Kong, qui redoute des pressions vers plus de démocratie de la part de la classe ouvrière, commence à violer cet accord, en mettant en place de nouveaux partis politiques et des organisations prêts à opérer, dès le retour du territoire dans les mains chinoises. Après 145 ans d'un gouvernement appointé, ils en appellent hypocritement à des réformes

démocratiques.

En 1994, trois ans avant le retour à la souveraineté chinoise de 1997, les Britanniques modifient la Constitution, en organisant un découpage en conseils de district, conseils urbains et conseils régionaux ainsi qu'un conseil législatif. Le gouvernement chinois s'opposé fortement à ces réformes décidées par le haut et les dénonce comme une violation de l'accord et une manœuvre pour subvertir le système politique.

Mais, de manière bien plus insidieuse que ces changements officiels, on assiste aussi, à Hong Kong, à un large développement de la *puissance douce* (*soft power*) américaine.

De nos jours, plus de 30 000 Organisations non gouvernementales (ONG) sont enregistrées à Hong Kong. Elles recouvrent tous les aspects de la vie sociale. L'Agence des États-Unis pour le développement international (United States Agency for International Development ou USAID) a subventionné, entre autres, la Fondation nationale pour la démocratie (National Endowment for Democracy ou NED), l'Institut national démocratique (National Democratic Institute ou NDI), l'Institut national républicain (National Republican Institute), la Fndation Ford, le Centre Carter, la Fondation Asie (Asia Foundation), la Maison de la liberté (Freedom House), la Soros's Open Society (réseau de fondations créé par George Soros) and Human Rights Watch (défense et de protection des droits humains).

Tous ces groupes, et bien d'autres, financent des projets qui prétendent favoriser et promouvoir les droits de l'homme, la démocratie, une presse libre et des réformes électorales. Ce financement de réseaux sociaux opère de la même façon et dans les mêmes buts en Amérique latine et centrale, dans tout le Moyen-Orient et l'Afrique, ainsi qu'en Europe de l'Est et dans les anciennes républiques soviétiques.

L'impérialisme américain n'a jamais installé la démocratie par aucune de ses centaines d'interventions, guerres, attaques de drones, coups d'État ou surveillance globale. Par contre, *promouvoir la démocratie* sert désormais d'alibi à ses attaques contre la souveraineté de pays dans le monde entier.

Bien sûr, il y a aussi des groupes religieux, et des groupes originaires d'autres États, notamment de l'Union européenne, qui financent des associations politiques et d'autres réseaux sociaux à Hong Kong comme dans le reste du monde. Quelques-uns de ces groupes peuvent avoir une action authentique et indépendante auprès des travailleurs immigrés, aider les ouvriers exploités à s'organiser, s'occuper des problèmes de logement ou de santé des plus démunis à Hong Kong. Mais, pour la plupart, ces ONG forment un réseau de la *société civile*, complètement contrôlé par les grandes multinationales américaines, et agissant à leur seul profit.

Dans la presse chinoise, un nombre croissant d'articles commencent à relier entre eux les leaders d'*Occupy Central* et ces ONG à financement américain.

Selon China.org.cn, « *absolument tous les leaders d'Occupy Central sont, soit directement reliés au Département d'État américain, à la Fondation nationale pour la démocratie (NED) ou l'Institut national démocratique (NDI), soit impliqués dans un des nombreux réseaux mis en place par la NDI* » [5].

Le leader autoproclamé d'*Occupy Central*, Benny Tai, est un professeur de droit, qui a reçu des aides de la part de la NDI et de la NED, et qui faisait partie du conseil d'administration

du Centre de droit comparé et public (Center for Comparative and Public Law), financé par la NDI. Il a participé à de nombreuses conférences organisées par celle-ci. C'est aussi le cas pour une autre figure importante d'*Occupy Central*, Audrey Eu.

De même, toujours selon China.org.cn, « Martin Lee, le président fondateur du Parti démocrate de Hong Kong, était à Washington pour rencontrer le Vice-président Joseph Biden et Nancy Pelosi [la chef de file du parti démocrate à la Chambre des représentants, NdT], et a même participé à une discussion organisée spécialement en son honneur par la NED, et dont le thème était la *démocratie à Hong Kong*.

Quelques médias occidentaux ont abordé ces sujets, en particulier Counterpunch dans *Hong Kong and the democracy question* (Hong Koing et la question démocratique) [6] et Global Research dans *Les États-Unis admettent avoir financé les manifestations étudiantes à Hong Kong* [7].

Même un sondage réalisé à Hong Kong a montré que ceux qui gagnent 10 000 dollars par an ou moins sont opposés aux manifestations, alors que le soutien le plus élevé se recrutait parmi ceux qui gagnaient plus de 100 000 dollars par an.

Wall Street n'est pas satisfait des fortes avancées du capitalisme en Chine et craint de plus en plus la concurrence chinoise sur les marchés mondiaux. La pression américaine pour libéraliser la politique en Chine a pour but d'ouvrir davantage l'économie et de privatiser d'autres entreprises étatiques.

L'impérialisme américain et britannique espère utiliser Hong Kong, de même qu'il y a 150 ans, comme une place-forte pour faire avancer son ordre du jour politique en Chine. Mais, aujourd'hui, ils ne se confrontent plus à une dynastie féodale arriérée.

Alors que la domination économique et financière américaine s'affaiblit, le pivot asiatique de l'administration Obama signifie surtout que la classe dirigeante américaine et son corps militaire ont pris la décision d'affronter plus vigoureusement la Russie et la Chine.

Les opposants aux guerres américaines, ainsi que les organisations défendant les intérêts des travailleurs aux États-Unis, peuvent jouer un rôle important, en refusant de s'aligner sur ces plans américains de déstabilisation du système socialiste chinois et de sape de sa souveraineté.

Sara Flounders

Article original en anglais :



Hong Kong Protests: Why Imperialists Support 'Democracy' Movement, Global Research

Hong Kong protests: Why imperialists support 'democracy' movement (workers.org, anglais, 07-10-2014)

Traduit par Wayan, revu par Michèle, pour vineyardsaker.fr et Tlaxcala

Notes

[1] Mexique-« Y el señor andaba bailando »: la nuit d'Iguala (tlaxcala-int.org, français, 07-10-2014)

[2] La loi fondamentale de la région administrative spéciale de Hong Kong, ou *Hong Kong Basic Law*(Wikipédia, français)

[3] Un pays, deux systèmes, formule énoncée par Deng Xiaoping en 1997, à propos de la rétrocession de Hong Kong (Wikipédia, français)

[4] La *Common law* (droit commun) est un système bâti essentiellement sur le droit jurisprudentiel par opposition au droit civiliste ou codifié. (Wikipédia, français)

[5] Documents show US openly approves HK chaos (china.org.cn, anglais, 06-10-2014)

[6] The Question of « Universal Suffrage »: Hong Kong and the Democracy Question (counterpunch.org, anglais, 02-10-2014)

[7] Les États-Unis admettent avoir financé les manifestations étudiantes à Hong Kong (vineyardsaker, français, 12-10-2014)

La source originale de cet article est workers.org
Copyright © Sara Flounders, workers.org, 2014

Articles Par : Sara Flounders

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca